

Israël en guerre

POUR L'ANNEXION DE FACTO DE LA ZONE C



Le 4 novembre dernier, alors que le monde n'avait d'yeux que pour l'élection du futur président des États-Unis, Israël détruisait entièrement le village de Khirbet Humsah situé dans le nord de la vallée du Jourdain, en zone C. L'acharnement d'Israël à détruire les infrastructures palestiniennes, doublé de la construction effrénée de nouveaux logements dans les colonies, met au jour la véritable guerre engagée pour annexer de facto la zone C.

»»»»»»»»»»» par Nathalie Janne d'Othée

Pour rappel, lors des accords d'Oslo, le territoire palestinien occupé avait été divisé en trois zones, les zones A, B et C, destinées à acquérir successivement leur autonomie. La zone C, la plus étendue, représente plus de 60 % de la Cisjordanie. C'est aussi la zone la moins peuplée de Palestinien.ne.s, et dans laquelle se trouvent la plupart des terres arables et des ressources aquifères. Alors que l'Autorité palestinienne a obtenu certaines prérogatives dans les zones A et B, la zone C est, quant à elle, toujours restée sous le contrôle total d'Israël. C'est également dans la zone C que sont implantées les colonies israéliennes.

CHANGEMENT DE CONTEXTE

À la fin du mois de juin, l'AFP rapportait que le gouvernement israélien intervenait directement auprès de journalistes sur les réseaux sociaux pour rectifier leur utilisation de l'expression

«territoire occupé» en «territoire disputé» à propos de la zone C (*Israël/Palestine : la guerre sémantique de la «Zone C»*, AFP/L'Orient le Jour, 26 juin 2020). Le monde attendait alors avec appréhension le 1^{er} juillet et l'éventuelle annonce d'annexion formelle (ou *de jure*), en application du Plan Trump, d'une partie de la Cisjordanie par Netanyahu.

Mais la mauvaise gestion américaine de la crise du Covid-19, suivie par la mort de Georges Floyd, a progressivement éloigné la perspective d'une réélection de Donald Trump et donc du contexte nécessaire à la mise en œuvre de l'annexion formelle. Les «accords d'Abraham» conclus entre Israël, les Emirats Arabes Unis et Bahreïn n'ont ensuite été qu'un joli coup médiatique où Israël a semblé concéder l'abandon de l'annexion en échange d'une normalisation de ses relations avec ces pays.